

## **Communiqué**

### ***Eau Secours!* s'oppose à la continentalisation de l'eau et aux négociations secrètes qui l'entourent**

Montréal, le 17 avril 2007 – La Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau – *Eau Secours!* s'oppose à la continentalisation de l'eau à des fins marchandes et considérations géopolitiques du continent. En conséquence, elle demande au gouvernement Harper de cesser toute négociation avec le gouvernement états-uniens ainsi qu'avec des groupes de lobbyistes tels le *Center for Strategic and International Studies* des États-Unis, le *Conference Board du Canada* et le *Centro de Investigación y Docencia Económicas* du Mexique, quant à « *la consommation d'eau, les transferts d'eau, les déviations artificielles de l'eau en vrac et l'utilisation conjointe optimale de l'eau disponible sur le continent* », tel qu'il apparaît dans les documents rendus disponibles par le Conseil des Canadiens.

Une rencontre prévue à Calgary en avril 2007 sur le sujet inquiète au plus «eau» point la Coalition *Eau Secours!*. Le message envoyé aux Canadiens est clair : l'eau serait donc une ressource marchande comme une autre...

Le président de la coalition, André Bouthillier, proteste : « *Depuis quand le gouvernement canadien a-t-il le mandat de négocier la souveraineté des ressources nationales avec des groupes d'intérêts et des lobbyistes? Le gouvernement n'a aucun mandat pour le faire. Je cherche encore un mandat écrit par la Chambre des Communes et je ne trouve rien* ». Mise à part les eaux limitrophes avec les États-Unis qui sont sous la juridiction d'un traité très bien géré par la *Commission mixte internationale* et les eaux des territoires amérindiens, la confédération a remis aux provinces la juridiction des eaux. Le gouvernement fédéral n'a aucune autorité pour discuter de ce sujet.

*Eau Secours!* a fait parvenir des lettres aux Premiers Ministres du Canada et du Québec ainsi qu'à tous les chefs de partis politiques canadiens. Le but est de sensibiliser tous et chacun quant au fait que nous sommes fiduciaires de l'eau mondiale sur notre territoire et que nous ne devons ni la spolier, ni la dilapider dans des aventures guerrières (considération géopolitique) et marchandes.

La Coalition invite le Premier ministre du Québec à s'impliquer dans le débat et à défendre à « tout crin » l'entente « *Les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent* », signée à l'automne 2005 par huit États états-uniens, par l'Ontario et par le Québec quant à la protection des eaux limitrophes des Grands Lacs et du Fleuve Saint-Laurent.

Il est vrai, comme l'avance le ministre fédéral de l'Environnement, John Baird, que « *les lois fédérales et provinciales interdisent les dérivations et exportations massives des eaux canadiennes* ». Dès lors, la Coalition s'interroge sur la pertinence d'inclure le sujet à l'ordre du jour de la réunion de Calgary. Nous sommes encore plus perplexes sur l'intérêt d'en discuter avec des groupes de lobbyistes?